

A 2007

EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE

Société Anonyme
Capital Social : 2.150.000 Francs
Siège Social : 1 rue du Champ de la Vigne

74600 SEYNOD

* * *

R.C.S. ANNECY : B 385.274.196
(92 B 273)

* * *

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30 MARS 1996**

L'an mil neuf cent quatre vingt seize, le trente mars à dix heures quarante, les actionnaires de la Société "EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE", Société Anonyme au capital de 2.150.000 Francs, dont le siège est à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne, se sont réunis à LYON - 69003 - PART DIEU - Rue Servient n°129 - Hôtel Pullman, en Assemblée Générale Ordinaire, sur la convocation qui leur a été faite par lettre recommandée adressée à tous les actionnaires nominatifs en date du 13 mars 1996.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée en entrant en séance par tous les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés.

Monsieur Alain NEOLIER préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Jean-Pierre BASSO, représentant de la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE" et Monsieur Jean-Marc BRUYERE, qui sont tant personnellement que comme mandataires, les deux plus forts actionnaires présents à l'Assemblée, acceptant ces fonctions, sont nommés Scrutateurs.

Et Monsieur Jean TRICAUD est choisi comme Secrétaire.

Monsieur Jacques AUTOUR, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, est absent excusé.

Le Président constate que la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau fait ressortir que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus du tiers des actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée réunissant le quorum requis peut valablement délibérer tant en sa forme Ordinaire qu'en sa forme Extraordinaire.

Il rappelle ensuite que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant :

ORDRE DU JOUR

.../...

II - COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Augmentation du capital social en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles ;
- Conditions et modalités de l'émission ;
- Pouvoirs à déléguer au Conseil d'Administration ;
- Modification des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Puis, il dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- 1°) Un exemplaire de la lettre de convocation appuyée des récépissés de la poste en attestant l'envoi à tous les actionnaires nominatifs ;
- 2°) La feuille de présence à l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, et la liste des actionnaires ;
- 3°) L'inventaire des valeurs actives et passives de la société, les comptes annuels ainsi que leurs annexes au 30 septembre 1995 ;
- 4°) Le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration ;
- 5°) Le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire
- 6°) Les rapports du Commissaire aux comptes ;
- 7°) Et les projets des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire.

Le Président déclare que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de Gestion établi par le Conseil d'Administration, le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire, les rapports du Commissaire aux comptes, la liste des actionnaires, les projets des résolutions ainsi que tous les autres documents et renseignements mentionnés aux articles 168 de la Loi du 24 juillet 1966 et 135 du décret n° 67.236 du 23 mars 1967 ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée.

Le Président donne ensuite lecture des rapports du Conseil d'Administration ainsi que des rapports de Monsieur Jacques AUTOUR, Commissaire aux comptes.

Ces lectures terminées, le Président ouvre la discussion.

La discussion close et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

.../...

PROTECTOR GENERAL
OF THE
TERRITORIES
AND
ASSOCIATED STATES
AUSTRALIA
Advisé du 20 Mars 1958

II - COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, et ayant constaté que le capital social est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs par émission de VINGT ET UN MILLE CINQ CENTS (21.500) actions de CENT (100) Francs de valeur nominale chacune.

Ces actions sont émises au pair.

Elles seront intégralement libérées en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société lors de la souscription.

Les actions nouvelles porteront jouissance du 1er octobre 1995, point de départ de l'exercice en-cours. A compter de cette date, elles seront assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Un droit de souscription est attaché à chaque action ancienne. Ce droit de souscription est négociable dans les conditions et selon les modalités prévues par les statuts.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel, au profit de bénéficiaires dénommés, à leurs droits de souscription. Cette renonciation qui doit être effectuée dans les conditions prévues par la loi est, en outre, soumise aux conditions et réserves prévues par les statuts pour les cessions d'actions.

Les propriétaires ou les cessionnaires de droits de souscription, ainsi que les bénéficiaires des renonciations individuelles, pourront souscrire à titre irréductible à 1 action nouvelle pour 1 droit de souscription.

Ils jouiront, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible. Les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de droits de souscription, qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital :

- les actions non souscrites ne pourront pas être réparties totalement ou partiellement par le conseil d'administration ;
- elles ne pourront pas être offertes au public.

Le conseil d'administration pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social du 30 mars au 20 avril 1996 inclus. Les fonds seront déposés dans les huit jours de leur réception à une banque.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale décide sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, de modifier comme suit les articles 6 et 8 des statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS (nouvelle rédaction)

1) Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) Francs en numéraire, correspondant au montant nominal de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) actions de CENT (100) Francs chacune composant le capital social. Ces 10.500 actions ont été intégralement souscrites et libérées du quart à la souscription, soit la somme de 262.500 Francs.

2) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 15 septembre 1992, le capital a été augmenté d'une somme de 1.100.000 Francs par suite de l'apport partiel d'actif effectué par la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY".

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY, ONZE MILLE (11.000) actions de CENT (100) Francs chacune, entièrement libérées.

3) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs, par l'émission de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL (nouvelle rédaction)

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs. Il est divisé en QUARANTE TROIS MILLE (43.000) actions d'une seule catégorie de CENT (100) Francs chacune, à concurrence de 32.000 actions de numéraire intégralement libérées et de 11.000 actions d'apport intégralement libérées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration et à son Président pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, modifier, le cas échéant, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater les libérations par compensation, prendre toutes mesures utiles pour la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Le conseil d'administration est autorisé à modifier corrélativement les statuts.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à onze heures trente.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé après lecture par le Président et les Membres du Bureau.

LE PRESIDENT

LE SECRETAIRE

LES SCRUTATEURS

POUR COPIE CONFORME
LE PRESIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



ENREGISTRÉ A ANNECY OUEST R.D.

Le 05 DEC 1996

Voir F° 21 Bord 413/5

Timbres: Trois cent cinquante francs

Recu: CINQ CENTS FRANCS...

Signature du Receveur

EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE

Société Anonyme
Capital Social : 2.150.000 Francs
Siège Social : 1 rue du Champ de la Vigne

74600 SEYNOD

* * *

R.C.S. ANNECY : B 385.274.196
(92 B 273)

* * *

PROCES-VERBAL DE DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 AVRIL 1996

L'an mil neuf cent quatre vingt seize, le vingt deux avril à dix heures, le Conseil d'Administration de la Société "EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE", Société Anonyme au capital de 2.150.000 Francs, dont le siège est à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne, s'est réuni au siège social sur convocation de son Président.

Le registre de présence émargé en entrée de séance fait ressortir que plus de la moitié des membres du Conseil sont présents.

En conséquence, le Conseil peut valablement délibérer.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain NEOLIER, Président, assisté de Monsieur Jean-Marc BRUYERE, désigné en qualité de Secrétaire pour la présente réunion.

Le Président rappelle alors que l'ordre du jour de la présente réunion est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de 2.150.000 Francs décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 1996 ;
- Questions diverses.

Monsieur le Président donne ensuite toutes informations et renseignements nécessaires et aborde les points figurant à l'ordre du jour.

Le Président rappelle et expose ce qui suit :

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 1996 a décidé une augmentation de capital de 2.150.000 Francs par l'émission au pair de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs nominal chacune, à libérer lors de la souscription, en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, de la totalité de leur valeur nominale ; cette souscription étant réservée par préférence aux propriétaires d'actions anciennes ou aux cessionnaires ou bénéficiaires des droits de souscription attachés auxdites actions, à titre irréductible ou réductible, à raison de 1 action nouvelle pour 1 droit de souscription. Elle a décidé, en conséquence, de modifier les articles 6 et 8 des statuts.

2. Lors de sa réunion du 30 mars 1996, l'Assemblée Générale Extraordinaire a fixé les modalités de l'augmentation de capital. Elle a notamment décidé que les souscriptions aux actions nouvelles seraient reçues au siège social du 30 mars 1996 au 20 avril 1996 inclus. L'ensemble des formalités de publicité prévues par les dispositions réglementaires a été régulièrement effectué.

3. Le délai de souscription s'est trouvé clos le 20 avril 1996, toutes les actions à titre irréductible et réductibles ayant été souscrites.

4. Les souscriptions ont été libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société à concurrence de la totalité de l'augmentation de capital, soit 2.150.000 Francs.

Les souscriptions par compensation ont été constatées par un certificat de Monsieur Jacques AUTOUR, Commissaire aux Comptes en date du 22 avril 1996, au vu de l'arrêté de compte établi le 20 avril 1996 par le conseil d'administration.

5. Le Président demande en conséquence au conseil de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

6. Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration adopte, à l'unanimité, les décisions suivantes:

Le Conseil d'Administration constate que l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 1996 est définitivement réalisée.

Le Conseil d'Administration constate que la modification des articles 6 et 8 des statuts, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 1996 est devenue définitive à la même date. En conséquence, les articles 6 et 8 des statuts sont désormais rédigés comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

1) Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) Francs en numéraire, correspondant au montant nominal de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) actions de CENT (100) Francs chacune composant le capital social. Ces 10.500 actions ont été intégralement souscrites et libérées du quart à la souscription, soit la somme de 262.500 Francs.

2) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 15 septembre 1992, le capital a été augmenté d'une somme de 1.100.000 Francs par suite de l'apport partiel d'actif effectué par la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY".

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY, ONZE MILLE (11.000) actions de CENT (100) Francs chacune, entièrement libérées.

3) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs, par l'émission de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs. Il est divisé en QUARANTE TROIS MILLE (43.000) actions d'une seule catégorie de CENT (100) Francs chacune, à concurrence de 32.000 actions de numéraire intégralement libérées et de 11.000 actions d'apport intégralement libérées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix heures trente.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et un Administrateur.

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



ENREGISTRÉ A ANNECY OUEST R.D. IR: 62 F
LE 16 SEP 1958
8 F 32 Bord 426/14
Quatre cent vingt cinq francs
CINQ CENTS.FRANCS...
Signature du Receveur.

PROVINCIALE
A. S. C. C. C.
Arreté du 20 Mars 1958

JACQUES AUTOUR

H.E.C. LICENCIÉ EN DROIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE
RÉGIONALE DE CHAMBÉRY

6, RUE DU LAC - 74000 ANNECY
TÉLÉPHONE 50 51 59 78 - 50 45 14 64
TÉLÉCOPIE 50 45 01 11

« EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE »

Au capital de 2.150.000 Francs

**Siège social : 1, rue du Champ de la Vigne
74600 - SEYNOD**

RCS Annecy B 385 274 196 (92 B 273)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'ARRETE DES COMPTES COURANTS**

Messieurs,

En ma qualité de Commissaire aux comptes de la SOCIETE EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE SA, et en exécution de la mission prévue à l'article 166 du décret du 23 mars 1967, je vous présente mon rapport sur l'arrêté de compte établi au 22 avril 1996.

J'ai procédé au contrôle de cet arrêté de compte en effectuant les diligences que j'ai estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Je certifie l'exactitude de l'arrêté de compte établi par le conseil d'administration et qui s'élève à :

Pour Monsieur Jean Pierre BASSO	à : F.	500.000,00
Pour Monsieur Alain NEOLIER	à : F.	505.428,68
Pour Monsieur Jean Marc BRUYERE	à : F.	116.053,73
Pour Monsieur Jean TRICAUD	à : F.	208.242,42
Pour la SOCIETE COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE	à : F.	11.428.014,29

Fait à Annecy le 22 avril 1996,



Jacques AUTOUR
Commissaire aux comptes

"EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE"

Société Anonyme
Capital Social : 4.300.000 Francs
Siège Social : Rue du Champ de la Vigne

74600 - SEYNOD

Société Anonyme d'Expertise Comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables
Et Comptables Agréés de la Région de LYON

* * *

R.C.S. ANNECY : B 385.274.196
(92 B 273)

* * *

STATUTS

(A jour au 30 mars 1996)

HISTORIQUE

I - Aux termes d'un acte sous seings privés en date à SEYNOD du 13 mars 1992, enregistré à ANNECY OUEST le 17 mars 1992, Volume 6, Folio 83, Bordereau 141/2, il a été constitué entre diverses personnes, une Société Anonyme au capital de 1.050.000 Francs, dénommée "EUREX - CFE", dont le siège social a été fixé à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne.

II - Suivant procès-verbal en date du 10 août 1992, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé :

- de modifier l'article 19 des statuts suite au report de la date de clôture du premier exercice social;
- de supprimer l'article 27 des statuts relatif à la nomination des premiers administrateurs et des Commissaires aux Comptes ;
- de supprimer purement et simplement les articles 28 à 30 des statuts, comme conséquence de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

III - Aux termes d'une délibération en date du 15 septembre 1992, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires :

- a approuvé le contrat d'apport partiel d'actif par lequel la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY" lui a fait apport de l'ensemble de l'activité d'Expertise Comptable exercée à ANNECY, LYON, RUMILLY, CHAMBERY, AIX LES BAINS et ALBERTVILLE, évaluée à la somme de 1.100.000 Francs ;
- a augmenté le capital social de la société de 1.100.000 Francs par création de 11.000 actions d'une valeur nominale de 100 Francs chacune entièrement libérées et attribuées à la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY" ;
- a modifié corrélativement les articles 6 et 8 des statuts ;
- a décidé de modifier sa dénomination sociale pour adopter celle de "EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE" et modifié en conséquence l'article 2 des statuts.

IV - Aux termes d'une délibération en date du 30 mars 1996, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires :

- a augmenté le capital social de la société de 2.150.000 Francs par création de 21.500 actions d'une valeur nominale de 100 Francs chacune entièrement libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- a modifié corrélativement les articles 6 et 8 des statuts.

Lesquels statuts se trouvent désormais rédigés comme suit :

"EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE"

Société Anonyme
Capital Social : 4.300.000 Francs
Siège Social : Rue du Champ de la Vigne

74600 - SEYNOD

Société Anonyme d'Expertise Comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables
Et Comptables Agréés de la Région de LYON

* * *

R.C.S. ANNECY : B 385.274.196
(92 B 273)

* * *

STATUTS

ARTICLE 1er - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes, ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'Expert Comptable, et par les présents statuts.

La société comprendra au moins sept actionnaires, parmi lesquels au moins trois Experts Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : "EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE".

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société Anonyme" ou des lettres "S.A.", et de l'énonciation du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre, où la Société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession d'Expert Comptable telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut prendre des participations dans toute société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables et Comptables Agréés.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Elle peut également exercer la profession de Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département, ou d'un département limitrophe, par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

1) Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) Francs en numéraire, correspondant au montant nominal de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) actions de CENT (100) Francs chacune composant le capital social. Ces 10.500 actions ont été intégralement souscrites et libérées du quart à la souscription, soit la somme de 262.500 Francs.

2) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 15 septembre 1992, le capital a été augmenté d'une somme de 1.100.000 Francs par suite de l'apport partiel d'actif effectué par la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY".

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY, ONZE MILLE (11.000) actions de CENT (100) Francs chacune, entièrement libérées.

3) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs, par l'émission de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs. Il est divisé en QUARANTE TROIS MILLE (43.000) actions d'une seule catégorie de CENT (100) Francs chacune, à concurrence de 32.000 actions de numéraire intégralement libérées et de 11.000 actions d'apport intégralement libérées.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS - LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La liste des actionnaires sera communiquée au Conseil régional de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

La majorité des actions doit toujours être détenue par des Experts-Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions des articles 7 et 11 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945. Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des actions de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les Experts Comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels Experts Comptables.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles 7-6° et 11-6° de l'Ordonnance du 19 Septembre 1945 et de l'article 218 alinéa 6, de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS - PREEMPTION ET AGREMENT

1. - La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou à compter de la réalisation de l'augmentation du capital.

La loi n° 88-15 du 5 janvier 1988 a supprimé le délai de non-négociabilité des actions d'apport qui était de deux ans.

2. Toute cession d'actions, même entre actionnaires, doit respecter les droits de préemption prévus au présent article et les règles énoncées à l'article 9 concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

En outre, en cas de non exercice de ces droits de préemption, toute cession à un tiers à quelque titre que ce soit doit être soumise au droit d'agrément stipulé dans ce même article.

3. L'actionnaire cédant doit notifier son projet de cession à la société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire (ou ses dénomination, forme juridique et siège social), le cas échéant sa qualité d'Expert-Comptable D.P.L.G. inscrit au Tableau de l'Ordre, le nombre des actions à céder, le prix et les autres conditions de la cession projetée.

Cette notification vaut offre aux prix et conditions mentionnés, au profit de tous les actionnaires, selon les modalités ci-après précisées.

A défaut d'accord entre les actionnaires bénéficiaires, le droit de préemption de chacun est proportionnel à sa participation dans le capital, compte non tenu des actions offertes.

4. Le projet de cession est porté à la connaissance de tous les actionnaires, à la diligence de la société dans le délai maximum de 10 jours à compter de la notification qui précède. Cette information porte sur l'ensemble des éléments de la notification, et doit rappeler les dispositions du présent article.

5. Tout actionnaire désirant exercer son droit de préemption doit le notifier à la société, dans le délai maximum de 30 jours à compter de la notification prévue au 3 qui précède.

Il précise en outre le nombre d'actions qu'il serait susceptible d'acquérir, au cas où tous les actionnaires n'exerceraient pas leurs droits.

Faute par un actionnaire de notifier son intention dans le délai précité, il sera réputé avoir définitivement renoncé à ce droit pour la cession en cause.

6. Le Conseil d'Administration se réunit dans le délai maximum de 40 jours à compter de la notification prévue au 3 qui précède, afin de constater les levées d'option émanant des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires n'ont pas exercé leurs droits, ceux-ci sont répartis entre les autres, dans la limite de la demande de chacun, au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition éventuelle des rompus au plus fort reste.

Le Conseil d'Administration établit la liste des actionnaires avec le nombre d'actions préemptées par chacun d'eux, et la transmet sans délai à tous les actionnaires, y compris le cédant.

L'inscription au compte des actionnaires préempteurs des actions préemptées est effectuée par la société, dès réception de l'ordre de mouvement signé par le cédant.

7. Dans le cas où les droits de préemption ne seraient pas exercés pour la totalité des actions offertes, le Conseil d'Administration en avisera sans délai l'actionnaire cédant. Si le cessionnaire pressenti est un actionnaire, la cession projetée peut être réalisée, mais seulement aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans la notification visée au 3 ci-dessus.

Si le cessionnaire pressenti est un tiers autre qu'un actionnaire, la cession sera soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après, et la notification visée au 3 ci-dessus tiendra lieu de la notification prévue à l'article 207 du décret n° 67.236 du 23 mars 1967.

8. Dans le délai de 3 mois à compter de cette notification, le Conseil d'Administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés, le cédant, s'il est membre du Conseil d'Administration, ne pouvant prendre part au vote.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

9. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le Conseil d'Administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Conseil d'Administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au Conseil d'Administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le Conseil d'Administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

10. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Conseil d'Administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le Conseil d'Administration peut faire acheter les actions disponibles par un (ou des) tiers.

11. Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le Conseil d'Administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de 3 mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 12 ci-après.

12. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le Conseil d'Administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

13. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de 3 mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de 3 mois peut être prolongé par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

14. Avis est donné au titulaire des actions, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts, ainsi que pour signer l'ordre de mouvement, à moins qu'il ne préfère renoncer à la cession.

Faute par le cédant de se présenter dans ce délai, ou de notifier dans le même délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de renoncer à la cession, celle-ci pourra être régularisée d'office par la société.

15. Le droit d'agrément prévu aux numéros 7 à 14 qui précèdent s'applique à toute cession et à toute mutation entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, et y compris aux cessions par adjudication publique en vertu d'une décision judiciaire. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

16. La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au Conseil d'Administration, pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843.4. du Code Civil.

17. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaires seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au 3 ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du Conseil d'Administration dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites, de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 9 à 11 ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le 13° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

18. Après toute cession ou transmission d'actions, la société devra communiquer la liste de ses actionnaires au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés et justifier de la qualité d'Expert- Comptable D.P.L.G. inscrit au Tableau de l'Ordre du cessionnaire.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Le professionnel actionnaire radié du Tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 9 pour la participation des professionnels dans le capital.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un deux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les registres sociaux mentionne le nom de l'usufruitier et du ou des nu-proprétaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Lors de sa session du 4 mai 1988, le Conseil supérieur a décidé que l'associé membre de l'Ordre qui ne détient que la nue-proprété de parts, mais tous les droits de vote, peut être considéré comme le véritable détenteur des titres au sens de l'art.7-4° de l'ordonnance.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les Assemblées Générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécutent au nom de la société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de TROIS (3) membres au moins et de DOUZE (12) au plus, renouvelables par tiers tous les trois ans.

La durée des fonctions des administrateurs est de SIX (6) années.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin dès que celui-ci a atteint l'âge de 75 ans.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 75 ans, ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil d'Administration.

Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Chaque administrateur doit être propriétaire de DEUX (2) actions au moins de la Société.

ARTICLE 16 - PRESIDENT ET DIRECTEUR GENERAL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président.

Sur la proposition de celui-ci, il peut nommer un Directeur Général ou deux Directeurs Généraux.

Le Président du Conseil d'Administration doit être un Expert-Comptable, à moins qu'il ne soit nommé un Directeur Général (ou Directeurs Généraux) choisi (s) parmi les actionnaires Experts Comptables.

Le Président du Conseil d'Administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Le Directeur Général (ou les Directeurs Généraux) disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le Conseil d'Administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.

La limite d'âge des fonctions de Président et, éventuellement, de Directeur Général est fixée à 75 ans.

ARTICLE 17 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les Assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le Conseil d'Administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux Assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'Assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande des membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le premier octobre et finit le 30 septembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, jusqu'au 30 septembre 1993.

ARTICLE 20 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la Loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la Loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

I - L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

Cette faculté est applicable aux acomptes sur dividendes, prévus ci-après.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'Assemblée, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois mois, par décision du Conseil d'Administration, en cas d'augmentation du capital.

II - Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la Loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte-tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-II ci-dessus réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'Assemblée Générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la Loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires ; soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie Extraordinairement.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des Actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

Article 25 - CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Tout actionnaire de la société exerçant son activité de professionnel de la comptabilité accepte la clause de non concurrence suivante :

Pendant toute la durée de l'actionnariat de l'actionnaire professionnel de la comptabilité, celui-ci s'interdit d'effectuer directement ou par l'entremise d'une personne morale ou physique ou de favoriser tout travail de comptabilité ou de commissariat pour un profit autre y compris le sien que celui de la société.

A son départ, l'actionnaire s'engage à ne pas accepter, sauf accord de la société, les missions qui pourraient lui être confiées par tout client de la société et ce, pendant un délai de 3 exercices complets.

Lorsque l'actionnaire fait connaître son intention de céder la totalité de ses parts, un accord doit être recherché entre le Conseil d'Administration et l'intéressé aux fins de régler les conditions de son départ. Le Conseil d'Administration peut autoriser le principe de la cession à l'intéressé des dossiers traités par lui. Chaque dossier est évalué à un montant égal à une fois le montant des honoraires perçus par la société sur ce dossier au cours des 12 derniers mois, sans que ce montant puisse être inférieur à une fois le montant moyen annuel, des honoraires perçus par la société sur le dossier, au cours des 3 derniers exercices complets précédant le départ.

En aucun cas la décision du Conseil d'Administration autorisant le principe de la cession du dossier, n'engage le client de la société. Une telle décision produit deux effets :

- Elle rend non applicable le 3e alinéa du présent article vis-à-vis du dossier considéré sous réserve du respect des obligations déontologiques. Elle libère l'associé salarié de la clause de non concurrence éventuellement contenue dans son contrat vis-à-vis de ce dossier.

- Elle interdit à la société d'effectuer toute manoeuvre abusive tendant à la conservation du dossier.

La présente clause est opposable à tout actionnaire qui est réputé en avoir pris connaissance.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, celle-ci s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés au Tableau duquel elle est inscrite.

Toutes contestations qui s'élèveraient pendant la durée de la société ou sa liquidation soit entre la société et les actionnaires membres de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés, soit entre les actionnaires membres de cet Ordre, seront soumises à cet arbitrage.

En cas de contestation entre la société ou un actionnaire membre de l'ordre d'une part, et un actionnaire non membre de l'Ordre d'autre part, la société ou l'actionnaire membre de l'Ordre s'efforcera de faire accepter cet arbitrage.

Les autres contestations et celles qui ne pourraient être ainsi réglées seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du lieu du siège social et toutes les assignations ou significations seront régulièrement délivrées à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel; à défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations seront valablement faites au parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

Fait à SEYNOD
Le 30 mars 1996

Par l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour ayant décidé d'augmenter le capital social et de modifier en conséquence les articles 6 et 8 des statuts.

**POUR COPIE CONFORME
LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL**

